

QUELLE EST  
LA PLACE ASSIGNÉE  
AUX PAUVRES  
DANS LES VILLES ?  
LE CAS DES  
POPULATIONS  
« RROM »



MARDI 4  
JUIN 2013

HAUTE ÉCOLE DE TRAVAIL SOCIAL  
ET DE LA SANTÉ - EESP - LAUSANNE (HES-SO)  
CH. DES ABEILLES 14 / 1010 LAUSANNE  
AUDITOIRE B 232-233

Nombre d'études universitaires, mais également d'interventions publiques de la part de travailleuses et de travailleurs sociaux, de bénévoles, d'associations ainsi que des mobilisations collectives attestent la radicalisation du discours et des pratiques répressives ciblant les mendiant·e·s, les requérant·e·s d'asile, les sans-papiers, et plus généralement les migrant·e·s sans droit au travail.

Les mesures mises en place visent également les populations « rrom » en provenance d'Europe centrale et des Balkans, qui font partie de la migration économique entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Ces personnes sont sans ressource et, pour celles qui viennent de Roumanie et de Bulgarie, ont un droit extrêmement limité à l'emploi (en Suisse comme dans certains des pays de l'UE). Les mesures encadrant et réprimant la mendicité « rrom » sont emblématiques de cette évolution.

Les populations « rrom », moins souvent nommées aujourd'hui « tsiganes » que jadis, proviennent le plus souvent de « poches de pauvreté » post-communistes. Il s'agit d'une population hétérogène, composée de groupes qui ne se reconnaissent pas toujours mutuellement comme appartenant à la même catégorie ethnique. Engagées dans des activités de l'économie informelle, ces personnes sont particulièrement visibles dans l'espace public urbain. Les politiques des villes en direction de la mendicité, qui visent implicitement ou explicitement ces populations, mettent globalement en doute leur moralité, leur volonté de travail, leur honnêteté, leur hygiène, leur capacité même à s'intégrer, bref leur humanité. Ce sont sans doute des raisons pour lesquelles ces populations sont constamment racisées.

Combien de ressources politiques, policières et discursives l'État mobilise-t-il pour contenir ce « problème » alors qu'il s'agit d'un nombre anecdotique de personnes ? Quels efforts sont faits pour penser non pas la spécificité culturelle des « Rroms », mais les mécanismes de (dis)fonctionnement des institutions de la gouvernance urbaine actuelle, aussi bien que les définitions et les caractéristiques de la citoyenneté dans les sociétés démocratiques ? Quelles sont les conséquences pour l'ensemble de la population des restrictions du droit d'utiliser l'espace public ?

Cette journée d'étude est organisée conjointement par la Haute école de travail social et de la santé – EESP – Lausanne et par l'Institut des Études genre de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, avec le soutien de la HES-SO et du Pôle de recherche national LIVES - Surmonter la vulnérabilité : perspective du parcours de vie (PRN LIVES).

Une table ronde introduite par un diaporama réalisé et présenté par le photographe Yves Leresche et réunissant des spécialistes de la gouvernance urbaine permettra au public de confronter les différentes expériences et discours des instances impliquées.

# PROGRAMME DU MARDI 4 JUIN 2013

9h

---

Ouverture de la journée par Iulia Hasdeu  
et Jean-Pierre Tabin

9h15 – 10h30

---

*La mendicité : construction d'un  
problème public*

Jean-Pierre Tabin, sociologue, Haute  
école de travail social et de la santé –  
EESP – Lausanne (HES-SO), Université  
de Lausanne et PRN LIVES

10h30 – 11h

---

Pause-café

11h – 12h30

---

*Roms dans les villes européennes :  
instruments d'action publique*

Tommaso Vitale, politiste, professeur  
au Centre d'études européennes,  
Sciences Po, Paris

12h30 – 14h

---

Repas (cafétéria de l'EESP)

14h – 15h30

---

*Identité de genre et espace public :  
le point de vue rrom*

Iulia Hasdeu, anthropologue, Maître  
assistante, Institut des Études genre  
(département de sociologie, UniGe)

15h30 – 17h

---

Table ronde : *Quelle gouvernance urbaine  
aujourd'hui face à la pauvreté ?*

Animation

Annamaria Colombo Wiget, spécialiste  
en études urbaines, professeure, Haute  
école fribourgeoise de travail social  
(HES-SO) et Université de Lausanne

Introduction

Yves Leresche, photographe, Lausanne  
Participant-e-s

—Stéphane Laederich, [www.rroma.org](http://www.rroma.org)

—Grégoire Junod, conseiller municipal,  
directeur du logement et de la sécurité  
publique, Lausanne

—Olivia Le Fort, avocate, assistante –  
Faculté de droit de l'Université de Genève

—Monica Battaglini Mottier, politiste,  
professeure, Haute école de travail social  
Genève (HES-SO)

**La participation à cette journée est gratuite,  
mais l'inscription est obligatoire. Le repas  
de midi peut être pris à la cafétéria de  
l'EESP. Pour s'inscrire, merci d'envoyer  
un courriel à [severine.holdener@eesp.ch](mailto:severine.holdener@eesp.ch)  
avant le 27 mai 2013.**